

undefined - vendredi 20 avril 2018

PAYS DE BITCHE

PAYS DE BITCHE

Francis Vogt réclame des comptes

J.BR.



Francis Vogt, le président de la communauté de communes, réclame à son tour des comptes aux dirigeants du Sydeme. Photo RL

Le président de la communauté de communes du Pays de Bitche Francis Vogt réclame à son tour des comptes au Sydeme, dont la gestion n'est pas toujours transparente. Il n'a pas encore eu de réponse de Morsbach.

A la communauté de communes, on sait tous que le Sydeme, le syndicat chargé du traitement des déchets en Moselle-Est et en Alsace-bossue, est la bête noire de Joël Romang. Il n'y a pas une seule réunion où le maire de Goetzenbruck ne dit pas tout haut le mal qu'il pense de la structure, de sa gestion et de ses dépenses. David Suck, adjoint de Volmunster, Michel Behr, maire de Lengelsheim, ou Emile Eitel, celui d'Eguelshardt, n'en pensent souvent pas moins.

Cette fois, le président de la communauté de communes a décidé de monter au créneau. Francis Vogt a écrit à Serge Starck, le président du Sydeme, pour lui demander des explications et des comptes. «J'ai demandé des éléments clairs. Au niveau du fonctionnement, des investissements, d'un prévisionnel de financement.» Mais aucune réponse n'est encore arrivée à la communauté de communes.

Francis Vogt a décidé de sonner la fin de la récréation à l'école de musique, dont les comptes virent dangereusement au rouge (lire nos éditions de samedi et dimanche). Il refuse de verser 15000€ de subventions supplémentaires à la structure. Au Sydeme, la contribution du Pays de Bitche avoisine 3millions d'euros. «Je veux savoir vers quoi nous nous dirigeons. Nous gérons de l'argent public. Nous devons une transparence aux habitants», insiste le président de la communauté de communes.

Le budget ordures ménagères est de l'ordre de 6,5M€. Une étude a été commandée pour envisager des économies dans l'organisation de la collecte, la gestion des déchetteries, la revente des matières recyclables. Mais le coût du Sydeme n'est pas étudié. «Nous aurons tous les chiffres, avance Francis Vogt. Cela fait longtemps que nous parlons de cette étude, nous aurons tous les éléments clairs pour trancher le débat entre taxe et redevance incitative.» Débat qui existe depuis belle lurette. Des élus et les membres de l'Association de défense de la qualité de vie militent pour la mise en place d'une redevance incitative. Mais le budget devra être respecté, affirme le président de la communauté de communes. «60% des foyers paient moins de 250€ l'année. Et nous sommes tous contents que nos poubelles soient ramassées.»

Un budget équilibré à 6,5M€

Joël Romang, maire de Goetzenbruck, a voté contre. Michel Behr, maire de Lengelsheim, et David Suck, adjoint de Volmunster, se sont abstenus. Mais le budget ordures ménagères de la communauté de communes du Pays de Bitche a été adopté. Il s'équilibre à 6,5M€. Les plus gros postes de dépenses sont la somme versée au Sydeme, le syndicat chargé du traitement des déchets (3,1M€) et le coût de la collecte, de porte en porte (1M€).

Des élus se rebiffent

David Suck s'étonne que certains postes continuent d'augmenter, comme la communication qui passe de 20000 à 30000 €. «Car nous avons prévu de communiquer en partenariat avec le Sydeme», explique Francis Vogt, président.

La taxe reste à 18%

Pour les contribuables, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères reste fixée à 18%. Aucune baisse n'est en vue. Pour l'instant. L'étude commandée par la communauté de communes permettra in fine de réaliser des économies sur la collecte des ordures ménagères. «Les

dépenses sont encore identiques à l'année dernière. La preuve, nous avons viré 160000€ de la section de fonctionnement», appuie Eric Hemmert, vice-président en charge du dossier.

Le signalement déposé par Anticor 57, avec le soutien de plusieurs associations et collectifs du territoire du Sydeme qui ont donné procuration au président de l'ADQV, prend de la consistance. Le procureur de la République de Sarreguemines a été saisi. Il a demandé une enquête préliminaire à la division économique et financière du Service régional de police judiciaire de Strasbourg.

La référente d'Anticor et maintenant les représentants de l'ADQV ont fait l'objet d'une audition et ont pu apporter les détails à ce dossier qui dévoile de jour en jour d'autres irrégularités. Rémy Seiwert, président, et Jean-Claude Hubert, vice-président, ont encore abordé de nombreux autres points que l'enquête devra détailler.

«J'aimerais être président du Sydeme. Il a beaucoup de chance. Il a procuration à vie de tout le monde. Mais je ne veux pas refaire l'histoire, car j'en suis fatigué. »

Joël Romang, maire de Goetzenbruck. Il réclame plus de transparence au Sydeme.



Photo RL

undefined - vendredi 20 avril 2018